

L'apprentissage du français à l'école officielle / Marcelle Khorassandjian. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 6 (1992), pp. 117-122.

Notes au bas des pages.

I. Français (Langue) — Etude et enseignement — Liban. II. Ecoles publiques — Liban.

PER L1044 / FP63325P

L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS A L'ECOLE OFFICIELLE

Analyse de la situation et prospective

Mme Marcelle KHORASSANDJIAN

• ANALYSE DE LA SITUATION:

- Les Facteurs de l'apprentissage:

Le matériel pédagogique

Le programme

L'enseignant

La gestion scolaire

Les services généraux

- Les bénéficiaires de l'apprentissage:

Le statut du Français chez l'élève

Le statut du Français chez les parents d'élèves

• PROSPECTIVE:

- Impact des médias

- Rôle de la technologie éducative

- Résultats attendus

Afin d'éviter les lamentations d'usage, nous nous passerons de préambule. Tout le monde connaît le statut spécial de l'école officielle au Liban ainsi que les raisons diverses et variées qui ont mené à la situation qui prévaut actuellement dans ce secteur éducatif. Allons immédiatement dans le vif du sujet. Pour ce faire, nous aborderons successivement deux points:

- une analyse de la situation
- une amorce de prospective

Pour ce qui est du premier point, nous présenterons d'abord les facteurs qui interviennent dans l'apprentissage du Français. Ensuite nous étudierons le statut du Français du point de vue des bénéficiaires de cet apprentissage, à savoir les élèves et leurs parents, ce qui représente une fraction importante de la société libanaise.

Il est temps de passer en revue la situation sur le terrain. Commençons par le matériel pédagogique. J'entends par là, tout ce qui est entre les mains des élèves et des enseignants aux fins d'apprentissage.

A ce niveau, l'école officielle dispose, pour trois cycles d'apprentissage sur quatre*, d'un matériel de base constitué de manuels scolaires, étudiés du point de vue du rapport qualité - prix, assez souvent mis à jour, dotés pour la plupart de compléments audio-visuels.

Une attention a été accordée aux documents pédagogiques destinés au maître. Ces derniers sont extrêmement détaillés. La série du Livre Scolaire National va bientôt s'enrichir de livres pour la lecture personnelle accompagnés de cassettes, adaptés aux différents âges et aux différents cycles.

D'un point de vue rétrospectif, tout se passe comme si on avait voulu, pendant vingt années (le projet du Livre Scolaire National est entré dans sa phase opérationnelle en 1972) rendre constant le facteur matériel pédagogique afin de pouvoir le maîtriser dans la mesure du possible. Actuellement une tendance vers une plus grande ouverture se dessine. On envisage de plus en plus d'intégrer le Livre Scolaire National dans une opération plus vaste où il ne sera plus qu'un document d'apprentissage parmi d'autres. Nous en parlerons plus loin au cours de cet exposé lorsque, dans la dernière étape, nous aborderons la phase prospective.

* On excepte ici l'enseignement secondaire second cycle (classes de seconde - première - terminales).

Pour le moment, contentons-nous de constater que le plus beau matériel du monde ne peut donner que ce qu'il a.

Tant d'autres facteurs interviennent en ligne de compte dans l'apprentissage. Le programme officiel n'en est pas des moindres. Nous tenons, pour notre part, à affirmer fortement: que l'urgence d'une réforme se fasse cruellement sentir, nul n'en disconvient. Cependant, si le niveau de compétence en Français auquel parvient la majorité des élèves issus des écoles officielles dans les différents cycles, si ce niveau reste très en deçà de la compétence attendue, il est vain d'en rejeter l'entière responsabilité sur le programme officiel. Théoriquement, rien n'interdit d'essayer de mesurer ce niveau de compétence à l'aune du programme de Français actuellement en vigueur, mais cela nous ferait entrer dans un dédale en forme de cercle vicieux. Faisons-en l'économie afin de pouvoir passer en revue les autres facteurs qui interviennent dans l'apprentissage qui nous intéresse.

Dans nos milieux éducatifs, l'enseignant reste le principal média d'apprentissage. On ne dira jamais assez que l'enseignant de Français à l'école officielle se trouve handicapé dans son enseignement. Entre lui et les élèves se dressent plusieurs obstacles. Pour enseigner le Français il faut d'abord avoir envie ou avoir gardé l'envie d'enseigner tout court, d'exercer ce métier hyper-ingrat. Les conditions de misère matérielle et morale de l'Enseignant d'école officielle représentent un facteur considérable de démotivation.

On peut essayer de poser la question par un autre bout: le corps d'enseignants qui nous intéresse atteste-t-il une compétence en Français suffisamment développée pour assumer sa fonction? On peut répondre, sans risque d'erreur grossière, que la plupart d'entre eux en savent assez pour faciliter un apprentissage honnête de cette langue. Reste l'aspect pédagogique de la question. On compte parmi nos maîtres des générations et des générations de normaliens spécialisés dans l'enseignement du Français, qui se sont succédé depuis les années 70. Des stages de recyclage au Liban et à l'étranger ont sans cesse été proposés à bon nombre d'entre eux. Un stage long, qui couvre la presque totalité de l'actuelle année scolaire est en cours dans toutes nos écoles normales. Ce stage occupe mille enseignants dont le tiers a choisi volontairement de se spécialiser ou de rafraîchir sa spécialisation dans l'enseignement du Français.

Sur le plan d'un recyclage pédagogique d'ensemble, il reste et il restera toujours beaucoup à faire. Mais nous ne croyons pas être en deçà de la vérité si, en guise de conclusion sur ce point, nous nous permettons de dire que

l'enseignant de Français à l'Ecole officielle ne se trouve pas démuné pour ce qui est de la formation pédagogique et/ou du recyclage.

Il reste deux facteurs d'importance capitale, car, nous croyons que si la balance penche en défaveur de l'Ecole Officielle c'est bien à cause de ces deux facteurs-là.

Il s'agit de tout ce qui concerne, d'une part, la direction administrative de l'école et, d'autre part, les services administratifs généraux assumés par le Ministère de l'Education Nationale et organismes affiliés.

Il y a des écoles officielles réputées. C'est dans 90% des cas, grâce aux directeurs de ces écoles. Les bonnes écoles officielles sont connues par le nom de leur directeur. C'est révélateur. Automatiquement, cela rejailit sur l'apprentissage du Français au sein de l'établissement. Dans une école officielle convenable on apprend à peu près convenablement le Français. Il y en avait et il en reste parce qu'il restera toujours des personnes de cœur et de bonne volonté parmi les directeurs et les enseignants de l'état.

Au niveau des services généraux, on peut citer les efforts des différents organismes impliqués dans l'éducation à un niveau national: l'inspection, la direction générale de l'enseignement, le centre de Recherche et de Développement Pédagogiques. Si leur action, l'un dans l'autre, n'a pas été aussi efficace qu'il l'aurait fallu, c'est en partie à cause du contexte socio-politique qui a littéralement empoisonné les relations entre enseignants et inspecteurs.

La Direction générale a sans cesse prodigué des efforts en vue de soutenir les enseignants de Français. Les meilleurs d'entre eux ont été dispensés d'enseignement pour être provisoirement détachés au niveau de la direction. Ils assurent un rôle de conseillers pédagogiques et s'efforcent d'organiser des sessions pédagogiques dans les différentes régions du pays, notamment les plus défavorisées. Cette action se voit actuellement renforcée avec l'aide des services culturels Français.

Quant au C.R.D.P., de par ses prérogatives, qui sont très larges, et grâce à la puissance d'impact que lui offrent les Ecoles Normales, tant au niveau de la formation que du recyclage, cet organisme a continuellement investi dans des projets visant directement à l'amélioration de l'apprentissage de la langue française, notamment au niveau de la production d'un matériel pédagogique approprié aux conditions socio-économiques du public d'élèves concernés qui se trouvent être, dans 99% des cas, dans un environnement culturel non Francophone.

Grossomodo, nous venons de passer en revue les facteurs qui interviennent dans l'apprentissage du Français à l'Ecole Officielle. Il est temps de nous interroger maintenant à propos du principal intéressé, du bénéficiaire de cet apprentissage, c'est-à-dire de l'élève lui-même; on doit chercher à savoir par exemple, quelle est son attitude par rapport à cette langue, quelles sont ses chances au départ. Celles-ci sont peu favorables. Or, de toutes les matières qui s'apprennent à l'école, l'apprentissage des langues est peut-être celui qui dépend le plus fortement de facteurs extérieurs relatifs à l'environnement. Faisant partie de milieux plus ou moins défavorisés, notre élève est privé d'un soutien important qui, dans d'autres milieux, et pour d'autres élèves, joue à la fois, un rôle d'embrayeur et de feed-back dans le cadre de l'apprentissage du Français. Si l'enfant de l'Ecole Officielle veut lutter pour apprendre le Français, la lutte est âpre et solitaire.

Solitaire, l'élève de l'Ecole Officielle l'est aussi chez lui car, le plus souvent, ses parents, qui sont les mieux intentionnés du monde, pour ce qui est de l'apprentissage de cette langue, se révèlent incapables de lui assurer une atmosphère favorable à cet apprentissage. Ce handicap socio-culturel joue un rôle déterminant pour la question qui nous intéresse: entre un élève d'école officielle et un élève d'école privée qui entend parler français à l'école et à la maison, il y a un monde. Cette lacune, rien, apparemment, n'est parvenu à la combler jusqu'à présent.

Maintenant, rien n'interdit d'espérer toujours, en proposant de nouveaux moyens. Nous allons, dans ce qui suit, en présenter quelques-uns.

Tout d'abord, il faut se rappeler qu'en éducation, comme dans la Fable, «rien ne sert de courir, il faut partir à point», c'est-à-dire commencer à la maternelle, dès que l'enfant est en âge d'aller à l'école et avant qu'il n'ait déjà eu le temps de se brouiller définitivement avec cette institution. Car, l'écart entre les élèves d'écoles officielles et les autres, au niveau de l'apprentissage qui nous intéresse, commence dès cet âge. Si on arrive à implanter de bonnes classes de jardins d'enfants dans un grand nombre d'écoles officielles, on aura ainsi donné les mêmes chances de départ à tous les élèves, ce qui n'est pas du tout le cas actuellement.

Au niveau du cycle primaire, un large usage des médias (écoute d'émissions de radio, visionnement de bandes vidéo et d'émissions de télé à l'antenne publique) permettra de plonger les élèves dans l'environnement francophone qui leur fait défaut.

Au niveau du cycle moyen, la généralisation de l'emploi de l'ordinateur

pour des apprentissages spécifiques devrait en individualisant l'apprentissage, faciliter l'homogénéisation des niveaux dans les classes sans perturber outre-mesure l'horaire scolaire.

Les élèves des écoles privées, notamment ceux des grandes écoles citadines, bénéficient d'un appui culturel qui peut être compensé artificiellement dans les régions défavorisées culturellement.

Comme chacun sait, pour la culture, les Français sont champions. En 1986, au cours d'un colloque Franco-Libanais qui a eu lieu à Paris et dont l'objectif était d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour relever le niveau de Français dans les écoles au Liban, j'ai proposé, un projet qui prévoyait la création, dans toutes les régions défavorisées du Liban, de petits centres pour l'expansion de la langue et de la culture libanaise et française, par un usage intensif de tous les médias possibles. Ce projet a été détourné de son objectif premier et le budget a été alloué pour l'ouverture de centres de documentation dans les grandes villes.

Le chemin est long et les ouvriers qui ont réellement la question à cœur sont peu nombreux. Entre 1978 et 1982, nous étions une quinzaine. Les nécessités impérieuses de la survie quotidienne ont fait fuir les uns à l'extérieur du pays, les autres, à l'université; d'autres sont déjà vieux ou épuisés. Mais nous reprenons la route and we shall overcome: nous n'avons pas encore dit notre dernier mot. Il n'est pas dit que le Français pour tous est une devise morte au Liban, tant qu'il y aura des hommes pour y croire; et il en reste. Le droit à la langue seconde est un «must» au Liban. Aux élèves de Shemstar, de Beit mellat, de Rmeych et de Baawerta, je dis: tenez bon, nous y arriverons.